



# 23 mars : après une journée d'action réussie, développer les mobilisations pour la satisfaction des revendications

**Réussie ! Cette journée d'action, de grèves et de manifestations du 23 mars 2010 est réussie. Par milliers, les salariés du public et du privé se sont engagés dans la grève et les manifestations à l'appel des organisations syndicales pour exiger du gouvernement qu'il réponde aux exigences sociales et qu'il négocie sur les revendications.**

**800 000 manifestants se sont retrouvés dans les 180 rassemblements organisés dans les différentes villes de France.**

A la DGFIP, c'est 38 % des agents qui étaient en grève hier marquant un haut niveau de mobilisation que ce soit dans la filière gestion publique (FGP) avec 34,96 % ou dans la filière fiscale (FF) 40,14 %.

Les directions territoriales ont connu des participations particulièrement importantes montrant en cela la colère profonde des agents face à la mise en oeuvre des restructurations régressives et à une politique de suppressions d'emplois qui dégradent les missions et leurs conditions de travail.

Quelques exemples non exhaustifs illustrent la force de cette mobilisation ( les chiffres sont donnés par filière car fournis ainsi par la Direction générale) :

Puy de Dôme : 49,49% FGP, 49,6% FF ; Bas Rhin : 52,87% FGP, 41,8% FF ; Finistère : 52,13% FGP, 57% FF ; Drôme 50,17% FGP, 53,10% FF ; Loire : 50,39% FGP, 51% FF ; Bouches du Rhône 45,45% FGP, 47,5% FF Marseille, 44,9% FF Aix ; Pyrénées Atlantiques 55,65% FGP, 59,6% FF ; Ariège : 62,25% FGP, 60,7% FF ; Val-d'Oise : 25,04% FGP, 38,6% FF

Salaires, emplois, retraites, services publics, conditions de travail: c'est bien autour de ces racines du malaise social profond, fruit des politiques gouvernementales et patronales, que se sont rassemblés les agents de la DGFIP aux cotés des autres salariés.

Ils ont dit avec détermination que d'autres choix devaient prévaloir. Ils ont exprimé avec force des revendications qui sont autant d'alternatives de progrès pour tous face à la politique de destruction sociale du Président de la République, de son gouvernement et de sa majorité parlementaire. **Cela doit maintenant être entendu !**

Pour l'heure cela ne semble pas être le cas. Après la défaite de la droite aux élections régionales et l'ampleur de la mobilisation du 23 mars, les réponses gouvernementales relèvent toujours du déni d'existence des exigences sociales.

Les réponses de M. Parini sont à l'avenant. Recevant les organisations syndicales de la DGFIP à leur demande ce 23 mars, il a certes acté qu'il y avait « une solide mobilisation » des agents. Il a aussi convenu que les suppressions d'emplois pesaient sur les conditions de vie au travail. Mais s'il s'est dit ouvert à la discussion sur un certain nombre de ces sujets, il n'a pas ouvert de réelles négociations sur les questions essentielles auxquelles sont confrontés les personnels, ainsi que le demandaient les syndicats.

La question est maintenant posée des mobilisations à poursuivre et à amplifier jusqu'à obtention de l'ouverture de négociations sur les revendications.

**Pour la CGT impôts et Trésor, ce nécessaire débat vaut au niveau de la DGFIP comme au niveau interprofessionnel. Il vaut aussi pour l'articulation entre les mobilisations locales et nationales. Il englobe la question de l'unité, dont on sait qu'elle est un facteur déterminant d'engagement des agents dans l'action, et des contenus revendicatifs à débattre avec eux.**

**L'intersyndicale DGFIP de cet après midi 24 mars fera le point de la mobilisation d'hier et aura à travailler à ouvrir de nouvelles perspectives d'action.**

Montreuil, mercredi 24 mars 2010